

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 90

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine et du **MARS**

A SAVOIR

POMPES A FRIC.

Vous avez de l'argent de côté? Investissez dans le pétrole... Total affiche pour 2006 le plus gros bénéfice annuel réalisé par une entreprise française: 12,6 milliards d'euros. Mais au hit parade mondial des super-profits, le groupe pétrolier arrive loin derrière Exxon qui a gagné 39,5 milliards de dollars, établissant ainsi un nouveau record - toutes branches industrielles confondues - dans l'histoire du capitalisme. Pour un chiffre d'affaires de 377 milliards de dollars. Mais si l'on veut illustrer la tendance au profit maximum qui fait florès de nos jours, la palme 2006 revient à la société pharmaceutique Pfizer. Elle a dégagé un bénéfice de 19,5 milliards sur un chiffre d'affaires de 48,5 milliards, tout en annonçant la suppression de 10 000 emplois, soit 10% des effectifs...

ALCATEL LICENCIE 12 500 salariés dont près de 2000 en France suite à sa fusion avec Lucent. Dans une communication commun, le Mars et la GR soulignent que « le malheur des salariés fera le bonheur des actionnaires, qui n'ont déjà pas à se plaindre puisque Alcatel a dégagé un bénéfice net de 522 millions d'euros en 2005. Cette nouvelle annonce de licenciements boursiers (...) survient peu après le vote au Parlement de la loi anti-tabac visant à préserver la santé de nos concitoyens. Chaque salarié est en droit de se poser la question suivante: pourquoi ne serait-il pas possible - et urgent - de légiférer avec la même vigueur contre ceux qui licencient et cassent des milliers de vies humaines pour accroître les profits du capital? (...) »

EDITO: « LA CAMPAGNE EST TRISTE EN HIVER » (Molière, Tartuffe)

En février, c'est carnaval. Les candidats à la présidentielle avancent masqués. Sarkozy en homme de gauche (!), Le Pen en homme du centre-droit (!), Bayrou en homme nouveau (!). Les trois B - Marie-George, José, Olivier - jouent les rassembleurs de la gauche anti-libérale ; trois candidats seulement, excusez-nous du peu...A Villepinte, Ségolène s'habille en rouge, un costume qui, pense-t-elle, devrait mieux lui seoir que l'accoutrement de Madone du Poitou qu'elle portait jusqu'alors. Mais comme tout n'est pas qu'apparence, il y a encore loin de la coupe populaire aux lèvres royales (voir communiqué page 2).

Justement : et le bon peuple, dans cette foire ? Parmi les sondages que l'on nous déverse jour après jour, l'un retient particulièrement l'attention. Il révèle qu'une grande majorité de Français n'apprécie guère la mascarade tenant lieu de campagne présidentielle, ce qui, soit dit en passant, devrait inciter les sondeurs à la plus grande prudence quant aux intentions de vote supposées de nos concitoyens. Car la plupart d'entre eux souhaitent que soient posés de vraies questions et se plaignent avec raison de rester sur leur faim.

Le nœud du problème - avec ses enjeux politiques, économiques, sociaux, environnementaux - quel est-il ? Tout part d'un constat, vécu par chacun avant d'être su : le capital financier mène le monde. A sa perte, si les peuples n'y mettent pas le holà. Chaque jour, des milliers de milliards d'euros de capitaux s'échangent sur la planète, sans aucun rapport avec les échanges de biens réels et de services. Equivalent à 25% du PIB mondial en 1990, les flux financiers en représentent 250% aujourd'hui ! Et cette course au profit effrénée du capital entraîne tout dans son sillage, les usines qu'elle délocalise, les hommes qu'elle déracine, les Etats qu'elle déstabilise, la nature qu'elle épuise. Services publics, acquis sociaux, code du travail sont autant de vieilleries bannies du casino sans frontières que fréquente le capital.

Dans cet univers schizophrénique, l'économie réelle ne peut plus suivre le rythme de la finance. En France, le taux de croissance n'a été que de 2% en 2006 (contre 2, 7% en moyenne européenne et 4% en moyenne mondiale), mais les profits engrangés par les entreprises du CAC 40 ont augmenté de 4, 74% pendant la même période, totalisant un bond de près de 60% en six ans ! Priorité aux actionnaires, sans hésiter à rogner sur les salaires et à supprimer des emplois à tours de bras ! Si en 1980 les dividendes versés représentaient moins de 20% du montant des investissements, ils atteignent près de 80% aujourd'hui.

Voyez les résultats. Sur 100 euros de richesses produites dans notre pays, le capital en rafle 10 de plus qu'il y a vingt ans dans les poches des salariés, au point que sa part est passée de 30 à 40. France, ton principe d'égalité fout le camp...Des profits par milliards, des chômeurs et des travailleurs pauvres par millions, en constante augmentation.

Alors, comment sortir du libéralisme que rejette la majorité de notre peuple, comme l'a magnifiquement illustré la victoire du Non au référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE ? A cette question cruciale, les républicains de gauche répondent sans détours : même si la mondialisation est devenue une réalité, elle n'est pas une « loi naturelle » sur laquelle les populations n'auraient plus prise. Il est possible de s'attaquer à la finance pour redistribuer les revenus et redonner des couleurs à l'Etat : c'est une question de choix politique. Fiscalité plus juste, renationalisations, taxation de la spéculation et des super-profits des grands groupes et des compagnies financières, arrêt des délocalisations pour lutter à la fois contre le dumping social et contre l'effet de serre (produire sur place, c'est aussi économiser des transports !) : voilà autant d'outils à employer pour donner à un gouvernement vraiment à gauche les marges de manœuvre dont il aura besoin pour appliquer son programme. C'est pourquoi la sempiternelle interrogation : « combien ça coûte ? » n'a de sens que s'il s'agit de chiffrer des promesses à une clientèle électorale, faites par des candidats qui n'entendent pas modifier les règles du jeu. Tandis qu'un gouvernement vraiment à gauche doit se fixer comme objectif un nouveau partage des richesses qui seul peut ouvrir la voie au changement. Pour cela, un rapport de forces est à construire, favorable à la République sociale et au travail.

Et que l'on ne nous traite pas d'irréalistes, car une autre politique, au service des intérêts populaires, est bel et bien possible, comme l'attestent les décisions courageuses de plusieurs gouvernements latino-américains : nationalisation des hydrocarbures en Bolivie, bientôt suivie par celle de l'électricité et des télécommunications au Venezuela, refus du diktat du FMI en Argentine...Ce qui serait possible au pied des Andes ne le serait pas en bord de Seine, dans un pays aussi développé et influent que la France ? Foin du défaitisme, la première vertu républicaine est la volonté, qui sait se muer en audace. Toujours de l'audace !

Le Rassemblement de la gauche anti-libérale aurait dû – et pu – devenir le pivot de la nouvelle politique. Hélas, cette fort légale et très ouverte Conjuraison des Egaux a été trop souvent sujette à la conspiration des egos, qui a fini par gâcher 18 mois de travail collectif consacré à faire l'union, arrêter une stratégie commune et élaborer un programme. Comment des partis réduits aux acquêts ou des sensibilités inorganisées peuvent-ils prétendre, chacun de son côté, partir en guerre contre la mondialisation financière ? Et quelle inconséquence, cette précipitation à être candidat présidentiel, de la part de ceux et celles qui proclament leur intention d'instaurer une VIème République dont le centre du pouvoir serait l'Assemblée !

De ce fiasco que nous voulons provisoire, tirons deux conséquences immédiates. En premier lieu, au-delà des choix que nous prendrons au premier tour de la présidentielle, il faut rappeler l'exigence de battre le candidat

de la droite la plus réactionnaire et la plus anti-nationale que nous ayons connue depuis la Libération. D'autre part, il faut profiter de la campagne des législatives pour redonner vie au Rassemblement. Envoyer à l'Assemblée Nationale un contingent de députés antilibéraux constituerait un pas en avant décisif, un évènement politique majeur quel que soit le prochain Président de la République.

Car en ce moment amer où la division s'est imposée, tout n'est cependant pas perdu. Ignorant les états-majors de circonstance, nombre de collectifs unitaires expriment leur volonté de poursuivre le combat. « Ne pas en rester là, enrayer la division et continuer le travail commun ; les élections législatives nous en donnent l'occasion », proclame la coordination de l'Ariège. « Il apparaît évident que la campagne des présidentielles et celle des législatives doivent être différenciées », insiste le collectif de Guéret, qui ne soutient aucun des trois participants à la course à l'Elysée. Dans la 1ère circonscription des Hautes-Alpes, les collectifs de Gap et Veynes ont déjà désigné, à l'unanimité, leur candidat à la députation et sa suppléante, qui porteront les couleurs du Rassemblement. Et les prises de position en faveur de l'unité se multiplient.

Nous devons tirer les leçons de notre échec, mais nous devons aussi, pour notre peuple, relancer l'espoir. Notre mot d'ordre est simple : un seul candidat de la gauche anti-libérale par circonscription ! Nous vous le disions : foin du défaitisme, toujours de l'audace !

APRES VILLEPINTE, COMMUNIQUE DU MARS ET DE LA GAUCHE REPUBLICAINE : « SEULE UNE VRAIE POLITIQUE DE GAUCHE PEUT BATTRE LA DROITE ».

Les débats participatifs organisés dans le cadre de la candidature de Ségolène Royal auront du moins eu le mérite de confirmer l'ampleur de l'attente sociale de nos concitoyens, ainsi que leur volonté d'être les acteurs du changement. Certaines des mesures du programme proposé par Ségolène Royal en tiennent manifestement compte.

Mais le discours-programme prononcé par la candidate à Villepinte dimanche 11 février ne répond malgré tout que très partiellement à ces aspirations. Ainsi, la revalorisation du SMIC à 1 500 euros n'a de véritable portée sociale que s'il s'agit du salaire net et si cette hausse est arrêtée dès le printemps 2007. Or Ségolène Royal reste floue sur ses intentions. A l'inverse, il est significatif d'ouvrir sa partie économique par la priorité accordée à la réduction de la dette, vieille rengaine libérale qui oublie que cette augmentation est due à un tarissement des recettes et non à un accroissement des dépenses. Autrement dit, la réduction de la dette ne peut pas être un objectif premier de la gauche car elle aboutirait à freiner immédiatement des dépenses utiles pour relancer l'emploi et les salaires ; mais le désendettement serait le résultat second d'une politique économique axée sur le soutien à l'activité et à la réduction des inégalités.

D'autres exemples illustrent cette distorsion entre le discours et les faits. Ainsi, l'effacement de la carte scolaire, tout comme la régionalisation des universités, annoncée à mots couverts, ne répondent pas au besoin de renforcer le service public d'enseignement et portent atteinte au principe d'égalité, dont la candidate socialiste se réclame pourtant, et qui est au coeur de notre pacte républicain.

Quant aux « jurys citoyens tirés au sort », censés activer le contrôle démocratique de la vie publique, ils ne reflètent en rien la volonté, manifestée de plus en plus ouvertement par une majorité de Français, de fonder une authentique République citoyenne. Ce sont les institutions qu'il faut commencer par changer, en asseyant la souveraineté populaire sur l'Assemblée Nationale. Mais Ségolène Royal

reste acquise au présidentialisme de la Vème République, qui étouffe l'expression citoyenne et l'exercice plein de la démocratie.

Sur l'Europe, si l'on peut là aussi adhérer aux objectifs de croissance et de progrès social annoncés, Mme Royal omet par contre de remettre formellement en cause l'indépendance de la Banque Centrale Européenne et de proclamer clairement le « traité constitutionnel » de l'UE nul et non avenu, ce qui est la condition première pour proposer un autre projet.

Enfin la candidate du PS sème l'illusion qu'un programme de transformation sociale « n'est dirigé contre personne ». Si l'action politique de la gauche est sincère, elle doit répondre aux intérêts des salariés et des travailleurs indépendants, qui forment son électorat et la grande majorité de notre peuple. Elle doit s'en prendre à la finance multinationale et à la question de la répartition de la richesse nationale entre les revenus du capital et ceux du travail, à la fois pour une question de justice sociale et pour doter la République des moyens de son existence.

Si l'heure est venue de mettre le cap à gauche, ce ne sera pas possible avec des demi-mesures qui ne forment pas le projet cohérent dont la France a besoin. Pour « revaloriser le travail », il faut notamment réformer la fiscalité dans le sens de la justice et redistribuer les revenus en faveur des salariés, déployer une nouvelle politique du crédit, défendre, reconstituer et promouvoir nos services publics. Et pour en finir avec le libéralisme et ses effets dévastateurs, il faut redonner à l'Etat républicain le rôle central qui doit être le sien. Si nous ne voyons dans le « pacte républicain » annoncé par Nicolas Sarkozy qu'un effet de manche qui cache de sombres lendemains (ce que tous ses actes annoncent à l'avance), il faudra à Ségolène Royal plus que des prestations de tréteaux pour persuader les Français qu'elle est capable de rompre franchement avec le social-libéralisme. Une rupture qui serait pourtant, sans doute, la seule voie possible pour défaire la droite.